

Actualité



MARIO FOURMY/ABACA

La nouvelle PPE assouplit « les objectifs irréalistes » des précédentes, concède Nicolas Meilhan.

Nicolas Meilhan, spécialiste de l'énergie
« Une facture inutilement alourdie pour les Français »

COMPÉTITIVITÉ Très critique de la nouvelle PPE 3, l'ingénieur estime qu'elle pèsera lourdement sur les ménages et sur les entreprises, hypothéquant la réindustrialisation

INTERVIEW

Que reprochez-vous à cette troisième programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE 3) ?

Faire des plans est en soi une bonne chose. L'obligation d'établir des PPE vient d'une loi votée en 2014-2015, après quinze ans d'errance en matière de nucléaire et de renouvelables. À la fin du siècle dernier, la France avait une politique stable sur le nucléaire, ce qui a fait sa force. Cependant, cette nouvelle PPE est en réalité une transposition de la réglementation européenne : la Commission européenne nous a demandé de nous exécuter avec des objectifs qui, selon moi, n'ont pas de sens. Non seulement nous agissons tard, mais nous allons encore dépenser de l'argent que nous n'avons pas dans des choses dont nous n'avons pas besoin. S'il faut voir le verre à moitié plein, je note tout de même que les objectifs complètement irréalistes des versions précédentes ont été un peu assouplis. C'est sans doute l'effet d'une prise de conscience, notamment après le *blackout* en Espagne et au Portugal, qu'un excès d'énergies intermittentes peut déstabiliser le réseau et créer un risque de coupure générale.

Pourquoi la trajectoire fixée pénaliserait-elle la France ?

L'Union européenne poursuit un objectif de neutralité carbone en 2050 et les réglementations fixent des points de passage pour y parvenir. À mes yeux, cela revient à mettre fin au seul avantage compétitif que la France avait par rapport à ses voisins : une électricité bon marché. Nous allons alourdir inutilement la facture des Français et décourager les entreprises qui sont encore en France ou qui envisageaient de s'y installer. Si nous perdons cet avantage, cela signe en pratique



ECOMEDIA

Nicolas Meilhan.

la fin de toute réindustrialisation. Nous ne retrouverons jamais une électricité deux fois moins chère que celle de nos voisins si nous suivons cette trajectoire.

« L'électrification des usages » est-elle un défi réaliste ou une incantation ? La PPE 3 va-t-elle se fracasser sur une demande qui ne suivra pas ?

Pour augmenter la demande, il faut proposer le même service moins cher ou un meilleur service au même prix. Or, on observe depuis cinq ans une baisse de la consommation d'électricité. Les ménages réduisent le chauffage pour économiser. Les entreprises diminuent leur production ou délocalisent... On nous parle de voiture électrique et de pompes à chaleur, mais la voiture électrique reste très chère et son adoption patine, elle mettra encore beaucoup de temps à se diffuser. Les pompes à chaleur nécessitent un investissement qui reste très important, et les prix du gaz sont revenus à des niveaux proches de l'avant-crise : le différentiel de prix n'incite pas fortement à basculer vers l'électricité. Par ailleurs, 30 gigawatts de capacités renouvelables déjà signées doivent encore arriver sur le réseau. Le système risque de se

heurter à cette surcapacité. Les prix de marché sont parfois très bas, voire proches de 10 euros le MWh certaines journées d'hiver. La Commission de régulation de l'énergie estime le coût de revient du nucléaire autour de 60 euros le MWh pour EDF. Si les prix restent durablement inférieurs à ce niveau, cela posera d'autres problèmes économiques.

Les décisions prises sont-elles réversibles ? Pourra-t-on corriger le tir et comment ?

Les appels d'offres qui vont être lancés ne seront pas réversibles. Concernant le nucléaire, on annonce « six plus huit » réacteurs, mais le design n'est pas finalisé. Nous nous engageons sur des réacteurs très coûteux, que nous avons du mal à construire, alors qu'il n'y a pas d'urgence puisque la France exporte encore des volumes importants d'électricité. Nous devrions plutôt mener une réflexion de fond : quel modèle pour le nucléaire, quels partenaires, quelle technologie ? L'EPR 2, cher et difficile à construire, n'est peut-être pas le réacteur dont nous avons besoin. Plus profondément, le problème est l'empilement des normes depuis quarante ans. Les exigences successives imposent des réacteurs extrêmement complexes et coûteux : la priorité serait de revoir ces normes, y compris celles que nous surtransposons par rapport aux standards européens. Cette logique ne concerne d'ailleurs pas seulement l'énergie : elle pèse sur l'ensemble de l'industrie française. Aujourd'hui, s'implanter en France relève du parcours du combattant. Si l'on veut réindustrialiser le pays, il faut simplifier. Depuis trente ans, la baisse des émissions de CO₂ s'est largement faite par la désindustrialisation. Ce n'est pas une stratégie durable. ●

PROPOS RECUEILLIS
PAR HUMBERT ANGLEYS